

Le député voudrait-il nous expliquer comment le premier ministre, le ministre des Finances et les conservateurs en général peuvent affirmer une chose pendant que les faits prouvent le contraire?

Une voix: Les faits le prouvent.

M. Penner: Monsieur le Président, c'est un fait bien connu que l'économie d'une récession est différente de l'économie de la reprise. Le dernier gouvernement, le gouvernement libéral, a dû faire face à une récession mondiale. Le Canada n'y était pour rien mais les Canadiens en ont souffert.

Depuis 1985 s'est amorcée une reprise économique. Encore une fois, le gouvernement d'Ottawa n'y a été pour rien. Car la reprise sera mondiale. C'est donc de la pure propagande que de dire que le dernier gouvernement a causé la récession, a accru le déficit de même que la dette nationale. C'est aussi de la propagande que d'affirmer que depuis les élections de 1984, les nouveaux dirigeants à Ottawa ont suscité la reprise. Nous savons que ce n'est pas le cas. Ces événements ont une portée internationale.

J'ai soutenu, dans mon discours, que le gouvernement et le ministre des Finances n'étaient pas au diapason de la reprise économique. Le ministre rate le coche en imposant le plus lourd fardeau fiscal aux gagne-petit et à la classe moyenne.

Quant au développement régional, je tiens à rétablir les faits. Le nord de l'Ontario serait une région beaucoup moins autosuffisante actuellement n'eût été des programmes de développement régional. Ces programmes ont permis à la petite entreprise forestière de demeurer concurrentielle. Des petites localités comme Hearst, Dubreuilville et bien d'autres encore ont pu profiter soit des retombées de l'industrie forestière en général, soit des activités de petites entreprises de transformation des produits forestiers.

Quand j'ai posé une question au ministre des Finances concernant le développement régional, j'ai été consterné d'entendre mon collègue, le député de Western Arctic (M. Nickerson), qualifier ces programmes d'aumônes. Il a déclaré que le gouvernement allait y mettre un terme. Le nord de l'Ontario n'a jamais reçu d'aumônes dans le cadre de programmes de développement régional. Nous n'avons reçu que des paiements anticipés pour soutenir l'économie locale, des paiements que nous avons remboursés très largement. Nous les avons remboursés au centuple. Et c'est toujours ce qui se passe quand une région progresse sur le plan économique. Elle n'est pas un fardeau pour le Trésor national ou pour l'économie, mais une source supplémentaire de revenus. Le développement régional, en revigorant l'économie locale, crée une nouvelle richesse qui contribue à la prospérité du pays tout entier. Il ne draine pas les ressources économiques, bien au contraire.

[Français]

M. Pierre Blais (secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, il me fait énormément plaisir cet après-midi de prendre la parole à l'occasion du débat sur le budget. Je suis un peu comme mon collègue de Chicoutimi (M. Harvey) tout à l'heure, j'ai toujours de la difficulté à m'habituer malgré un an et demi d'expérience à réentendre les mêmes redondances de la part de l'opposition officielle qui revient avec les mêmes spectres et les mêmes épouvantails à moineaux que l'an dernier.

Monsieur le Président, après avoir prévu l'an dernier, après avoir essayé de nous faire peur, ils sont incapables aujourd'hui

de reconnaître les avantages incontestables et les résultats étonnants qu'on n'avait jamais vus jusqu'ici à la fois du budget du mois de mai de l'an dernier et de la déclaration économique du mois de novembre 1984. Ils ne réussissent pas à s'habituer aux bonnes nouvelles. Ils ne sont pas capables de s'habituer aux bonnes nouvelles. Je ne sais pas pourquoi. Mais, monsieur le Président, je peux vous assurer qu'ils vont devoir s'habituer aux bonnes nouvelles, parce qu'on va rester ici au pouvoir longtemps car la population canadienne est consciente que le gouvernement travaille avec acharnement, et ce, depuis la prise du pouvoir pour amener des mesures concrètes devant ce Parlement visant à faire avancer la population canadienne.

Monsieur le Président, concernant l'agriculture, notre gouvernement a pris des mesures très concrètes depuis un an et demi pour faire face à certains problèmes, il faut l'admettre, certains problèmes qui confrontaient l'agriculture. Nous avons adopté une approche pragmatique qui est tout à fait différente de ce que j'entendais tout à l'heure de la part du député de Regina-Ouest (M. Benjamin) qui réussissait à parler d'un déficit positif. On a inventé une nouvelle expression. On va maintenant voir un mauvais déficit et un bon déficit. La population canadienne et particulièrement les députés de notre gouvernement sont tous d'accord pour dire qu'un déficit, et le député de Chicoutimi l'a clairement démontré tout à l'heure, on ne peut pas voir de quelle façon cela a pu être positif dans le passé.

On a entendu des commentaires pendant des mois: Augmentez les dépenses du gouvernement. On a vu ce que cela a donné, dépenser des milliards. On a vu où on est rendu: on doit payer nos dettes. Si j'étais à leur place, je serais gêné mais ils ne sont pas gênés. Ils ne réussissent pas à être gênés. Ils n'aiment pas les bonnes nouvelles, et ils ne sont pas gênés de l'état dans lequel ils ont laissé les finances publiques. Mais cela ne fait rien, on va continuer à travailler et à vous rappeler ce qui s'est passé et de quelle façon cela s'est passé. On va réussir à remettre de l'ordre dans les finances publiques malgré vous. On va le faire malgré vous. Ne soyez pas inquiets. On va s'en occuper.

Des mesures concrètes, mais le budget en est plein. Vingt minutes, je n'en ai pas assez pour pouvoir revenir là-dessus; alors je vais simplement m'en tenir à l'agriculture, monsieur le Président; les producteurs agricoles, et j'en ai rencontré dans l'Ouest, j'en ai rencontré plusieurs dizaines encore hier dans ma circonscription à plusieurs endroits, et je puis dire que la réaction est très positive. Les gens sont conscients qu'on a livré la marchandise. Depuis un an, qu'est-ce qu'on a fait? On a aidé les gens qui avaient subi des pertes de récoltes dans l'Est, au Québec. On a aidé les producteurs agricoles qui avaient eu des difficultés dans l'Ouest également, qui avaient eu des sécheresses épouvantables. Nous avons aidé les producteurs de raisins en Ontario.

L'opposition officielle a eu cinq ans pour essayer d'établir une politique laitière à long terme. Ils n'ont jamais réussi à rien faire en cinq ans. En l'espace de quelques mois, on a réuni tout le monde autour de la table, tous les intervenants du secteur laitier canadien, et on est arrivé à proposer une politique laitière à long terme qui permet d'injecter un milliard et demi de dollars en agriculture, dans le secteur laitier. Et tout le monde était content, monsieur le Président.